

# Impactées, les coopératives veulent plus de soutien aux investissements

© 16/12/2020 | 👤 Delphine Jeanne • 📰 Terre-net Média

Si l'activité agricole a pu se poursuivre pendant les confinements, certaines filières ont subi des pertes de débouchés importantes (dans la restauration hors domicile ou à l'export). La crise a donc fragilisé les fonds propres des coopératives, alors que les investissements nécessaires à la transition agroécologique sont plus nécessaires que jamais. Dans ce contexte, un accompagnement fort des pouvoirs publics est nécessaire, insiste la Coopération agricole.



Bien  
qu'engagées  
dans la  
transition,  
les  
coopératives  
ont besoin  
d'un soutien  
plus massif  
en cette  
période de  
crise, estime  
la  
Coopération  
agricole.  
(©Pixabay)

**M**algré la poursuite de l'activité, « nous avons à court terme des inquiétudes fortes sur certains marchés », a rappelé Dominique Chargé, président de la Coopération agricole, le 16 décembre. La restauration hors domicile ayant cumulé plus de 150 jours de fermeture cette année, les fromages AOP, la viande bovine (dont les équilibres matière ont été modifiés) ou le secteur des boissons ont perdu un certain nombre de débouchés. Si les mesures de soutiens ont été étendues aux entreprises qui fournissent ces secteurs, la Coopération demande également **l'extension des dispositifs d'aide pour les entreprises qui ont recours à l'activité partielle**.

Lire aussi >> [Covid-19 : les mesures de soutien étendues aux fournisseurs de la RHD](#)

## Un retour de la guerre des prix, dans un contexte déjà tendu

Dans ce contexte, les négociations commerciales qui ont commencé risquent pourtant d'être encore plus difficiles. « Ces débuts sont marqués par le retour de la guerre des prix, avec un contexte social évidemment difficile, une situation économique difficile pour les entreprises, et **nous avons une demande de déflation presque générale de la part des distributeurs** », de l'ordre de - 2 à - 4 %, regrette Dominique Chargé. Alors qu'une revalorisation de 2 à 4 % serait au contraire nécessaire pour tenir compte des hausses des prix des matières premières, ajoute le président de la Coopération agricole. « Il y a une nécessité impérieuse de revaloriser les tarifs, c'était l'ambition de la loi Egalim, mais nous sommes toujours face à des injonctions contradictoires »? regrette-t-il.



Conférence de presse ce matin de [@ChargeDom](#) qui fera un point de contexte sur l'actualité avec [@BenPerdreau](#), responsable [#RSE](#) de [@lacoopagricole](#), à propos des "Trophées des solutions" [pic.twitter.com/cMFnL8iXgI](https://pic.twitter.com/cMFnL8iXgI)

— La Coopération Agricole (@lacoopagricole) December 16, 2020

## Neuf milliards d'euros nécessaire pour la transition

Pour autant, la Coopération agricole ne renonce pas à se projeter dans l'avenir et à préparer les transitions agro-écologiques. Le plan de relance met en place des financements en ce sens, « mais nous pensons qu'il doit servir d'effet levier pour un financement s'inscrivant beaucoup plus dans la durée,

plutôt de cinq à dix ans », précise Dominique Chargé.

La Coopération agricole demande la création d'un fonds de 300 M€ dédié à la transition agro-écologique dans le projet de loi de finances pour 2021, et **un meilleur fléchage des crédits de la recherche vers les solutions alternatives**. « Nous avons aussi besoin **que les paiements pour services environnementaux soient davantage inscrits dans la loi** », explique Dominique Chargé, à l'image du crédit d'impôt pour la HVE.

Lire également >> [Plan de relance : à quoi vont servir les 1,2 milliard d'euros dédiés à la transition agricole ?](#)

Ce soutien des pouvoirs publics est d'autant plus crucial que le contexte lié à la crise sanitaire, mais également à la réglementation, contribue à dégrader la compétitivité des filières. « Or, **il n'y aura pas de transition sans compétitivité des filières** », rappelle le président de la Coopération agricole. Les coopératives investissent aujourd'hui 1,45 milliard d'euros, soit 8 % de leurs investissements totaux, en faveur de la transition agroécologique. Cependant, **il faudrait atteindre 9 milliards d'euros pour réussir cette transition**, « sans obérer les investissements nécessaires dans l'appareil productif, pour permettre de restaurer la souveraineté alimentaire », précise Dominique Chargé, pour qui cet effort « doit être collectif, massif ».

## Un « Tour de France des solutions coopératives »

Un certain nombre de bonnes pratiques sont déjà mises en place par les coopératives. Pour leur donner **plus d'ampleur et massifier leur déploiement**, la Coopération agricole a mis en place [un site internet](#), qui identifie les démarches dans toute la France.

Réparties en plusieurs catégories – bien-être animal, biodiversité, changement climatique, gaspillage...- les solutions des coopératives sont détaillées et mises en avant. Aujourd'hui, 157 coopératives et 258 solutions ont été recensées. Un trophée des solutions coopératives sera par ailleurs remis le 3 juin.

A lire également >> [Fermeture de coopératives : des plans de sauvegarde agricoles obligatoires pour soutenir les agriculteurs ?](#)